



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT
A LA REGLEMENTATION
PROVISOIRE**

**D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
SUR LE SITE DE L'AUZELOU
AVENUE GUYNEMER
LE 15 JUIN 2024
EN RAISON D'UN ÉVÈNEMENT**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code de la route,
- Vu la délibération n°10 du 15 février 2018 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjointes conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande émise par SECOURS CATHOLIQUE demeurant PLACE SCHORNDORF 19000 TULLE représentée par Madame MARIE ROSIER aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation d'occupation du domaine public,,
- Considérant que l'organisation d'une manifestation rend nécessaire d'arrêter la réglementation d'occupation du domaine public, le 15 juin 2024, sur le site de l'Auzelou (en contre-bas de la salle des fêtes), AVENUE GUYNEMER (D23),

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le 15 juin 2024, l'évènement motivant le présent arrêté aura lieu sur le site de l'Auzelou (en contre-bas de la salle des fêtes), avenue Guynemer.

Le demandeur sera autorisé à installer des tables, chaises et barnums (suivant les conditions météorologiques).

Le demandeur devra impérativement laisser l'emplacement propre et libre de tout déchet.

ARTICLE 2 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE 5 : Copie du présent arrêté est adressé à : SECOURS CATHOLIQUE - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle agglomération Service Transport - CFTA

ARTICLE 6 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 04/06/2024
Pour le Maire,
Le Maire-adjoint

Michel BOUYOU

